

## L'expulsion des familles roms de Choisy le Roi avenue de Lugo en février 2010

Arrivés en septembre 2009, 7 familles roms roumaines se sont installées sous l'autoroute A86 près de l'avenue de Lugo à Choisy le Roi. Le 1er février 2010, ils sont partis, pour une nouvelle errance. Une partie tente de se réinstaller dans l'Essonne, là où il existe des repères, des contacts. D'autres dorment dans des voitures ou le métro.

Septembre 2009 : Trente personnes s'étaient construit un abri après une expulsion d'un terrain de Brétigny; elles se retrouvent à la rue, suite à une nouvelle procédure d'expulsion après seulement 4 mois ... Et pourtant en 4 mois, on peut commencer à imaginer une autre vie que celle des bidonvilles. Les enfants commencent à aller à l'école, les familles s'installent au chaud, les adultes cherchent des moyens de subsistance, la vie collective s'organise... Des aides se mettent en place, un rendez vous est pris avec la municipalité, les visites de la police régulières sont moins pesantes. Quatre mois c'est le temps pour espérer que cette fois ci on pourra rester un peu et s'organiser pour reconstruire ce qui avait été interrompu à la dernière expulsion, que ce soit sur le plan des papiers comme pour la vie quotidienne, pour les soins, la recherche d'emploi...la vie... Qu'est ce qui aurait pu empêcher cette expulsion qui ne dit pas son nom ?

On peut mesurer les qualités d'une société à la manière d'accueillir .. ou ... de marginaliser les plus démunis. **Ceux qui décident l'expulsion dénoncent les conditions de vie indigne des roms et les mettent... à la rue**



Le propriétaire du terrain, l'état (par la DDRIF) a demandé et obtenu l'expulsion de ce terrain... Cela pouvait attendre le temps de recherche de solutions ! La justice par le tribunal d'instance a décidé le départ sous huit jours, sans tenir compte des arguments des familles et du comité de soutien, sans s'appuyer sur d'autres jugements qui donnent priorité à la mise à l'abri des personnes, dans d'autres villes. L'exécution par les forces de police était imminente, malgré des demandes de délais émanant d'élus, d'associations et d'organisations politiques. La police venait tous les jours et a mis sous pression ces 30 personnes qui ont préféré partir pour ne pas subir encore la violence d'une évacuation au petit matin. Certes, chacun peut se dire qu'il n'y a pas eu d'expulsion... mais pour les familles comme pour Romeurope, cela revient au même. La destruction a eu lieu quelques heures après le départ... sans appel. Pourtant un travail s'était mis en place pour faire avancer les droits de chacun. Les personnes étaient à l'abri certes précaire, mais mieux que la rue ; l'école en place, ainsi que les dossiers pour la santé en cours, le nettoyage, les douches... Une réunion avec la municipalité de Choisy le Roi avait mis en perspective des domiciliations au CCAS et l'inscription au pôle local d'insertion par l'emploi... Nous dénonçons une fois de plus cette politique qui consiste à pousser à l'errance des personnes fragiles, à casser la scolarisation des enfants, les suivis de santé,... à briser les espoirs d'une vie meilleure. Chacun sait que ces familles vont se réinstaller dans une autre commune, que le propriétaire demandera l'expulsions et... Il est temps dans le Val de marne comme ailleurs de faire cesser ces expulsions et d'enfin travailler à des solutions dignes pour l'accès à tous les droits.

Nous appelons à renforcer notre soutien aux familles qui risquent à leur tour l'expulsion, à Limeil, à Orly, à Sucy en Brie, à Créteil, à Villejuif. Nous allons pousser plus de collectivités territoriales à coopérer pour apporter des propositions concrètes et contraindre l'état à cesser cette politique et remplir son rôle vis-à-vis du logement ! C'est semble t'il une priorité de ce gouvernement !!! Nous demandons à nouveau au préfet l'organisation d'une réunion départementale avec tous les partenaires concernés. **Ce sera un des objectifs de la journée du 13 février avec les roms du val de Marne, à Choisy le Roi.** En décembre 2002 déjà, les familles du terrain de l'avenue de Lugo et de la vois des Roses avaient été expulsées... qu'est ce qui est changé 8 ans après ? Il demeure un immense gâchis humain.

Michel FEVRE, Romeurope 94. 6 février 2010.